

EDITORIAL

Vie quotidienne

ON la redoutait. On l'a. La croissance de 2016 est en réalité une décroissance puisqu'elle est en dessous de l'évolution démographique. Même en s'y attelant tout de suite (ce qui n'est malheureusement pas le cas), il faudra du temps pour remettre le Maroc sur les rails du progrès qui était le sien, il y a 7-8 ans.

Quel que soit l'angle économique que l'on adopte, la conduite des finances publiques est un chaînon important des résultats économiques et sociaux. Cette compétence s'est dramatiquement perdue.

En revanche, les conséquences, elles, ne sont pas perdues. Entre autres, le risque bien réel de perte de souveraineté du pays.

Pour sauver le Maroc de la mise sous tutelle, les ratios financiers doivent être améliorés et stabilisés. C'est vrai, nul ne le conteste. Les entreprises transparentes, grandes et moins grandes, avaient d'ailleurs accepté, en silence, une sur-fiscalité, même si les racines juridiques étaient discutables.

C'était néanmoins une fausse solution, plus dangereuse encore que le mal: alors que les investissements étrangers et marocains sont déjà pratiquement nuls, Rabat se construit l'image d'un pays où seuls ceux qui payent des impôts en payent encore davantage (à la place de ceux qui n'en payent pas ou trop peu).

La pacification fiscale, obtenue la semaine dernière par la Direction des impôts et la CGEM, est bonne à prendre. Cette accalmie ne doit pas nous endormir.

On est dans la pire des configurations: même pas de gouvernement qui serait (peut-être) capable d'avoir enfin une politique économique et sociale.

Il faut bien rappeler qu'il y a moins de dix ans, le Maroc était classé avec les pays émergents. Il ne l'est plus. Et là, ce n'est pas une histoire de ratio: c'est la vie quotidienne des gens et des familles qui est en question. □

Nadia SALAH

Dirham: Le schéma de migration prêt

- Le basculement attendu au 2e semestre 2017
- Une campagne de sensibilisation des entreprises en cours
- Croissance, inflation... les prévisions de la Banque centrale

Voir pages 10 & 11



RIK

Pas d'argent pour le climat!

AU lendemain de l'euphorie de la COP22, le suspense reste entier sur la mobilisation des financements. Le secteur privé monte au créneau pour l'accélération du déploiement des mesures d'accompagnement. Il faudra que l'Etat y mette du sien. Ce sera parmi les dossiers chauds de la présidence marocaine

de la COP dans les mois à venir. Les opérateurs misent sur cette manne pour inverser la machine des capitaux privés en faveur de l'adaptation aux changements climatiques. Les pays en développement et moins avancés seront les principaux gagnants. Le Maroc se positionne en courroie de transmission pour les flux financiers Nord-Sud. □

Voir page 9

Un 2e bouclier antidumping pour le PVC

Voir page 14

Mutandis en forme

Voir page 5

Maroc Telecom décroche le prix du réseau mobile le plus rapide

Voir De Bonnes Sources

Votre courrier pages 22 & 23

Maroc-UE

L'accord agricole confirmé

Voir pages 2 & 29

8.000 marins pêcheurs sortent du black

Voir page 12